

MARCHE POUR UNE VRAIE LOI CLIMAT

Le débat sur l'examen de loi sur le projet de loi "climat et résilience" a débuté le 8 mars au Parlement. Ce projet de loi n'est pas à la hauteur des enjeux ! Des 149 propositions de la convention citoyenne (qu'Emmanuel Macron s'était engagé à présenter sans filtre au Parlement), seules 28 (parmi les moins contraignantes) ont été retenues dans le texte proposé par le gouvernement, réduisant le projet de loi à une opération d'écoblanchiment. Le collectif plus jamais ça Alsace appelle à participer aux manifestations des 27 et 28 mars à l'initiative de la convention citoyenne pour le climat pour une "vraie" loi climat.

En avril 2019, à l'issue du débat national et dans le contexte du mouvement des gilets jaunes, le président de la République annonce la création d'une Convention Citoyenne pour le Climat chargée de faire des propositions afin de réduire de 40 % les émissions de GES d'ici à 2030 dans un esprit de justice sociale. Cette convention, constituée de 150 citoyens tirés au sort, débute ses travaux en octobre 2019 et dans un rapport publié en juillet 2020, formule 149 propositions. Emmanuel Macron s'engage alors à soumettre les 149 propositions au Parlement ou par référendum à l'exception de trois d'entre-elles, notamment celle proposant de taxer à hauteur de 4 % les dividendes (qui ont augmenté de 70 % au cours des dix dernières années) afin de financer la transition écologique. Quelques mois plus tard, des 146 propositions, seules 28 (selon *Le Monde*) parmi les moins contraignantes, figurent dans la proposition de loi "climat et résilience". Le texte n'est pas à la hauteur des enjeux, qu'il s'agisse du climat ou de la justice sociale. L'initiative se réduit au final à une opération de ripolinage destinée à repeindre en vert une politique antisociale et anti-écologique au bénéfice des plus riches. En effet, alors que le chômage, la précarité et la pauvreté augmentent de façon inquiétante, alors que le chantage à l'emploi bat son plein dans les entreprises, alors que les services publics, mis à mal par des années d'austérité, ne font plus face à la situation que grâce au dévouement des personnels, le gouvernement poursuit un « plan de relance » qui revient à déverser des milliards d'euros sur les entreprises sans contrepartie sociale et environnementale. Nous exigeons, à l'inverse, que soient prises des mesures de rupture. Celles que nous avons présentées dans notre « plan de sortie de crise » sont une première réponse qu'il convient d'approfondir, de développer, de faire partager par le plus grand nombre pour construire un futur écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral. Face à l'inaction climatique du gouvernement et sa politique de casse sociale, l'heure est à la mobilisation !

Les marches pour le climat en Alsace

Mulhouse : Samedi 27 mars, 14h, place Franklin

Strasbourg : Dimanche 28 mars, départ place de la République 14h

Le collectif Plus jamais ça, kesako ?

Lancé en avril 2019 dans le contexte d'une crise sanitaire qui a révélé au grand jour les faillites du libéralisme (asphyxie du système de santé, pénurie de matériel médical et de médicaments en raison des délocalisations vers les pays à faible coût de production), le collectif national plus jamais ça rassemble des syndicats, des organisations écologistes, de jeunesse ainsi que des associations altermondialistes. A l'heure où le gouvernement instrumentalise la crise sanitaire afin de poursuivre une politique économique qui privilégie les plus riches, au détriment des libertés, de la lutte contre les inégalités et le réchauffement climatique, ce collectif vise à faire converger les luttes sociales et climatiques ainsi qu'à développer une réflexion commune sur les nécessaires alternatives économiques, sociales et écologiques. Le collectif national a élaboré un plan de sortie de crise avec 34 propositions afin de contribuer au débat.

Pas de profit sur la pandémie !

Le collectif plus jamais ça Alsace appelle à signer la pétition européenne "pas de profit sur la pandémie !" La COVID-19 se propage comme un feu de forêt. Les solutions doivent se propager plus rapidement encore. Personne n'est en sécurité tant que tout le monde n'a pas accès à des traitements et des vaccins sûrs et efficaces. Nous avons tous droit à la protection. Signez cette initiative citoyenne européenne afin que la Commission européenne prenne des mesures pour faire des vaccins et des traitements anti-pandémiques un bien public mondial, librement accessible à tous : <https://noprofitonpandemic.eu/fr>

Les organisations membres du collectif Plus Jamais ça Alsace

Alternatiba, ANV-COP21, Attac Strasbourg, CGT 67, FSU, Solidaires.